

"Juncker: les tractations se poursuivent" dans Le Quotidien (2 juin 2014)

Légende: Le 2 juin 2014, le journal luxembourgeois Le Quotidien évoque les réticences auxquelles doit faire face l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker dans sa course à la tête de la nouvelle Commission européenne.

Source: "Juncker: les tractations se poursuivent" dans Le Quotidien. 02.06.2014, p. 14.

Copyright: (c) Le Quotidien

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/juncker_les_tractations_se_poursuivent_dans_le_quotidien_2_juin_2014-fr-4e287e63-768c-4701-8e10-716159ffb7cd.html



Date de dernière mise à jour: 22/11/2016

Juncker : les tractations se poursuivent

UE Malgré le soutien de la chancelière allemande, Angela Merkel, la nomination de l'ancien Premier ministre luxembourgeois à la tête de la Commission européenne n'est pas acquise. Le week-end a été agité.

Selon des informations publiées par le journal allemand *Bild am Sonntag*, la France pourrait désormais s'opposer à Jean-Claude Juncker. Le Premier ministre britannique, David Cameron, autre farouche opposant à Juncker, aurait lui menacé de quitter l'UE si l'ancien chef de l'Eurogroupe était élu.

Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker s'est dit «confiant d'être élu prochain président de la Commission européenne d'ici mi-juillet» dans un entretien au *Bild am Sonntag*, même si, selon le journal allemand, Paris se met maintenant en travers de son projet.

«Au sein du Conseil européen, une large majorité de chefs d'État et de gouvernement chrétiens-démocrates et socialistes me soutiennent», a dit Juncker, selon un extrait de l'interview diffusé par *Bild*. Il a promis de «rallier les autres» dans les trois à quatre semaines à venir. «L'Europe ne doit pas se laisser mettre sous pression», estime l'ex-président de l'Eurogroupe, candidat désigné des conservateurs lors de la campagne aux élections européennes, mais dont un certain nombre de capitales européennes ne veulent pas.

Parmi elles, Londres, Stockholm, Budapest, mais aussi, selon *Bild*, le gouvernement français. Paris voudrait installer un Français à la tête de la Commission, écrit le journal, qui ne cite pas ses sources. Le président François Hollande a fait savoir cette semaine à la chancelière Angela Merkel qu'il avait besoin d'un «signal» en direction de ses électeurs, après le succès du Front national (extrême droite) au scrutin de dimanche dernier, écrit *Bild*. «Il a fait pression pour un programme d'investissement de grande ampleur et a mis sur la table (le nom de) son ancien ministre des Finances Pierre Moscovici», poursuit le tabloïd.

➤ La menace de Cameron

Le Premier ministre britannique aurait lui menacé de quitter avec son pays l'Union européenne si Jean-Claude Juncker était élu à la tête de la Commission européenne. Il aurait brandi cette menace lors d'un entretien avec la chancelière allemande, Angela Merkel, mardi dernier en marge du sommet européen à Bruxelles. Selon le magazine allemand *Der Spiegel*, Cameron pourrait avancer le référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Un vote positif ne serait plus garanti.

Jean-Claude Juncker obtient néanmoins les faveurs des Allemands, selon un sondage effectué pour *Bild* auprès de 500 personnes cette semaine. 43 % d'entre eux étaient favorables à sa nomination, 34 % étaient contre. Après quelques jours de flou, la chancelière allemande s'était prononcée vendredi en faveur de Jean-Claude Juncker.

Les rumeurs continuent cependant d'aller bon train. Hier, en début de soirée, nos confrères du *Wort*, proche de Juncker et du Parti populaire européen, ont annoncé que l'ancien Premier ministre luxembourgeois pourrait bien être désigné président de la Commission européenne. La condition émise par une série de chefs d'État et de gouvernement serait que deux «nouveaux visages» prennent en charge le poste de président du Conseil européen et celui de chef de la diplomatie européenne. Dans ce contexte, les noms du Premier ministre danois, Helle Thorning-Schmidt, et du Polonais Radoslaw Sikorski sont cités. «Le bazar est ouvert» écrit encore le *Wort*, qui affirme que Martin Schulz pourrait rester président du Parlement européen. Une nomination de Schulz en tant que commissaire européen est qualifiée de peu probable selon nos confrères.

➤ Renzi : «Priorité au programme»

Le président du Conseil italien, Matteo Renzi, largement victorieux aux dernières élections européennes, a de son côté appelé l'UE à s'atteler aux réformes, dont l'Italie serait le fer de lance, et à ne pas se perdre dans des querelles de pouvoir.

«Avant de débattre autour de noms, entendons-nous sur le programme», a ainsi déclaré Matteo Renzi dans une interview accordée à plusieurs grands journaux européens, dont *La Stampa*, et publiée samedi. Il réagissait ainsi aux tensions suscitées par l'éventuelle nomination de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne.

Interrogé sur la candidature de Juncker, Matteo Renzi a déclaré qu'il était «plus intéressé par (l'état du) marché du travail que par les positions de pouvoir», avant d'ajouter que celui qui obtiendra le poste «devra aimer l'Europe, mais avec un regard innovateur».

Le jeune chef du gouvernement italien, qui a apporté à la gauche européenne son plus gros contingent de députés au Parlement en raflant 40,8 % des voix lors du scrutin européen du 25 mai avec son Parti démocrate (centre gauche), a assuré que l'Italie ouvrirait la voie à des réformes qui s'imposent.

Matteo Renzi, arrivé au pouvoir le 23 février sur un programme énergique et audacieux en succédant à Enrico Letta, resté en place dix mois, s'était élevé en mars, durant la campagne pour les élections européennes, contre une Europe de «comptables».

L'Italie prendra la tête de la présidence tournante de l'UE en juillet prochain.